

No. 14302

**FRANCE
and
TOGO**

Tax Agreement (with protocol and exchange of letters dated 25 and 26 November 1971). Signed at Lomé on 24 November 1971

Authentic text: French.

Registered by France on 9 September 1975.

**FRANCE
et
TOGO**

Convention fiscale (avec protocole et échange de lettres en date des 25 et 26 novembre 1971). Signée à Lomé le 24 novembre 1971

Texte authentique : français

Enregistrée par la France le 9 septembre 1975.

CONVENTION FISCALE¹ ENTRE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE ET LA RÉPUBLIQUE TOGOLAISE

Le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République togolaise, désireux d'éviter dans la mesure du possible les doubles impositions et d'établir des règles d'assistance réciproque en matière d'impôts sur le revenu, d'impôts sur les successions, de droits d'enregistrement et de droits de timbre sont convenus, à cet effet, des dispositions suivantes :

TITRE PREMIER. DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Article 1^{er}. Pour l'application de la présente Convention :

1. Le terme « personne » désigne :
 - a) Toute personne physique;
 - b) Toute personne morale;
 - c) Tout groupement de personnes physiques qui n'a pas la personnalité morale.
2. Le terme « France » désigne les départements européens et les départements d'outre-mer (Guadeloupe, Guyane, Martinique et Réunion) de la République française.

Le terme « Togo » désigne le territoire de la République togolaise.

Article 2. I. Une personne physique est domiciliée, au sens de la présente Convention, au lieu où elle a son « foyer permanent d'habitation », cette expression désignant le centre des intérêts vitaux, c'est-à-dire le lieu avec lequel les relations personnelles sont les plus étroites.

Lorsqu'il n'est pas possible de déterminer le domicile d'après l'alinéa qui précède, la personne physique est réputée posséder son domicile dans celui des Etats contractants où elle séjourne le plus longtemps. En cas de séjour d'égale durée dans les deux Etats, elle est réputée avoir son domicile dans celui dont elle est ressortissante. Si elle n'est ressortissante d'aucun d'eux, les autorités administratives supérieures des Etats trancheront la difficulté d'un commun accord.

2. Pour l'application de la présente Convention, le domicile des personnes morales est au lieu du siège social statutaire; celui des groupements de personnes physiques n'ayant pas la personnalité morale au lieu du siège de leur direction effective.

Article 3. Le terme « établissement stable » désigne une installation fixe d'affaires où une entreprise exerce tout ou partie de son activité.

- a) Constituent notamment des établissements stables :
 - (aa) un siège de direction;
 - (bb) une succursale;
 - (cc) un bureau;
 - (dd) une usine;

¹ Entrée en vigueur le 1^{er} avril 1975, soit le premier jour du mois qui a suivi l'échange des notifications (datées, pour la France, du 16 janvier 1973, et pour le Togo, du 14 mars 1975) constatant qu'elle avait été approuvée selon les dispositions constitutionnelles en vigueur dans chacun des deux pays, conformément à l'article 43.

- (ee) un atelier;
 - (ff) une mine, carrière ou autre lieu d'extraction de ressources naturelles;
 - (gg) un chantier de construction ou de montage;
 - (hh) une installation fixe d'affaires utilisée aux fins de stockage, d'exposition et de livraison de marchandises appartenant à l'entreprise;
 - (ii) un dépôt de marchandises appartenant à l'entreprise, entreposées aux fins de stockage, d'exposition et de livraison;
 - (jj) une installation fixe d'affaires utilisée aux fins d'acheter des marchandises ou de réunir des informations faisant l'objet même de l'activité de l'entreprise;
 - (kk) une installation fixe d'affaires utilisée à des fins de publicité.
- b) On ne considère pas qu'il y a établissement stable si :
- (aa) des marchandises appartenant à l'entreprise sont entreposées aux seules fins de transformation par une autre entreprise;
 - (bb) une installation fixe d'affaires est utilisée aux seules fins de fournitures d'informations, de recherches scientifiques ou d'activités analogues qui ont pour l'entreprise un caractère préparatoire.
- c) Une personne agissant dans un Etat contractant pour le compte d'une entreprise de l'autre Etat contractant autre qu'un agent jouissant d'un statut indépendant, visé à l'alinéa e ci-après, est considérée comme «établissement stable» dans le premier Etat si elle dispose dans cet Etat de pouvoirs qu'elle y exerce habituellement lui permettant de conclure des contrats au nom de l'entreprise.

Est notamment considéré comme exerçant de tels pouvoirs l'agent qui dispose habituellement dans le premier Etat contractant d'un stock de produits ou marchandises appartenant à l'entreprise au moyen duquel il exécute régulièrement les commandes qu'il a reçues pour le compte de l'entreprise.

d) Une entreprise d'assurance de l'un des Etats contractants est considérée comme ayant un établissement stable dans l'autre Etat contractant dès l'instant que, par l'intermédiaire d'un représentant n'entrant pas dans la catégorie des personnes visées à l'alinéa e ci-après, elle perçoit des primes sur le territoire dudit Etat ou assure des risques situés sur ce territoire.

e) On ne considère pas qu'une entreprise d'un Etat contractant a un établissement stable dans l'autre Etat contractant du seul fait qu'elle y effectue des opérations commerciales par l'entremise d'un courtier, d'un commissionnaire général ou de tout autre intermédiaire jouissant d'un statut indépendant, à condition que ces personnes agissent dans le cadre ordinaire de leur activité. Toutefois, si l'intermédiaire dont le concours est utilisé dispose d'un stock de marchandises en consignation à partir duquel sont effectuées les ventes et les livraisons, il est admis que ce stock est caractéristique de l'existence d'un établissement stable de l'entreprise.

f) Le fait qu'une société domiciliée dans un Etat contractant contrôle ou est contrôlée par une société qui est domiciliée dans l'autre Etat contractant ou qui y effectue des opérations commerciales (que ce soit par l'intermédiaire d'un établissement stable ou non) ne suffit pas, en lui-même, à faire de l'une quelconque de ces deux sociétés un établissement stable de l'autre.

Article 4. Sont considérés comme biens immobiliers, pour l'application de la présente Convention, les droits auxquels s'applique la législation fiscale concernant la propriété foncière, ainsi que les droits d'usufruit sur les biens immobiliers, à l'exception des créances de toute nature garanties par gage immobilier.

La question de savoir si un bien ou un droit a le caractère immobilier ou peut être considéré comme l'accessoire d'un immeuble sera résolue d'après la législation de l'Etat sur le territoire duquel est situé le bien considéré ou le bien sur lequel porte le droit envisagé.

Article 5. 1. Les ressortissants, les sociétés et autres groupements d'un Etat contractant ne seront pas soumis dans l'autre Etat à des impôts autres ou plus élevés que ceux frappant les ressortissants, les sociétés et autres groupements de ce dernier Etat se trouvant placés dans la même situation.

2. En particulier, les ressortissants d'un Etat contractant qui sont imposables sur le territoire de l'autre Etat contractant bénéficient, dans les mêmes conditions que les ressortissants de ce dernier Etat, des exemptions, abattements à la base, déductions et réductions d'impôts ou taxes quelconques accordés pour charges de famille.

Article 6. Pour l'application des dispositions contenues dans la présente Convention, l'expression «autorités compétentes» désigne :

- dans le cas de la France, le Ministre de l'Economie et des Finances;
- dans le cas du Togo, le Ministre des Finances, de l'Economie et du Plan;
- ou leurs représentants dûment autorisés.

Article 7. Pour l'application de la présente Convention par l'un des Etats contractants, tout terme non défini dans cette Convention recevra, à moins que le contexte ne l'exige autrement, la signification que lui donnent les lois en vigueur dans l'Etat considéré, en ce qui concerne les impôts visés dans cette Convention.

TITRE II. DOUBLES IMPOSITIONS

Chapitre I^{er}. IMPÔTS SUR LES REVENUS

Article 8. 1. Le présent chapitre est applicable aux impôts sur le revenu perçus pour le compte de chacun des Etats contractants et de ses collectivités locales, quel que soit le système de perception.

Sont considérés comme impôts sur le revenu les impôts sur le revenu total ou sur les éléments du revenu (y compris les plus-values).

2. Les dispositions du présent chapitre ont pour objet d'éviter les doubles impositions qui pourraient résulter, pour les personnes (entendues au sens de l'article 1^{er}) dont le domicile fiscal, déterminé conformément à l'article 2, est situé dans l'un des Etats contractants, de la perception simultanée ou successive dans cet Etat et dans l'autre Etat contractant des impôts visés au paragraphe 1 ci-dessus.

3. Les impôts actuels auxquels s'applique le présent chapitre sont :

- En ce qui concerne la France :
 - a) L'impôt sur le revenu des personnes physiques;
 - b) L'impôt sur les sociétés ainsi que toutes retenues, tous précomptes et avances décomptés sur ces impôts.
- En ce qui concerne le Togo :
 - a) L'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux;
 - b) L'impôt sur les bénéfices non commerciaux;
 - c) La taxe progressive sur les traitements et salaires;
 - d) L'impôt général sur le revenu;

- e) L'impôt sur le revenu des valeurs mobilières ou capitaux mobiliers;
- f) La taxe sur les réserves des sociétés ainsi que toutes retenues, tous précomptes et avances décomptés sur ces impôts.

4. La Convention s'appliquera aussi aux impôts futurs de nature identique ou analogue qui s'ajouteraient aux impôts actuels ou qui les remplaceraient. Les autorités compétentes des Etats contractants se communiqueront, dès leur promulgation, les modifications apportées à leur législation fiscale.

5. Si, en raison des modifications intervenues dans la législation fiscale de l'un des Etats contractants, il apparaît opportun d'adapter certains articles de la Convention sans affecter les principes généraux de celle-ci, les ajustements nécessaires pourront être effectués, d'un commun accord, par voie d'échange de notes diplomatiques.

Article 9. Les revenus des biens immobiliers, y compris les bénéfices des exploitations agricoles et forestières ne sont imposables que dans l'Etat où ces biens sont situés.

Article 10. 1. Les revenus des entreprises industrielles, minières, commerciales ou financières ne sont imposables que dans l'Etat sur le territoire duquel se trouve un établissement stable.

2. Lorsqu'une entreprise possède des établissements stables dans les deux Etats contractants, chacun d'eux ne peut imposer que le revenu provenant de l'activité des établissements stables situés sur son territoire.

3. Le bénéfice imposable ne peut excéder le montant des bénéfices industriels, miniers, commerciaux ou financier réalisés par l'établissement stable, y compris, s'il y a lieu, les bénéfices ou avantages retirés indirectement de cet établissement ou qui auraient été attribués ou accordés à des tiers soit par voie de majoration ou de diminution des prix d'achat ou de vente, soit par tout autre moyen. Une quote-part des frais généraux du siège de l'entreprise est imputée aux résultats des différents établissements stables au prorata du chiffre d'affaires réalisé dans chacun d'eux.

4. Lorsque les contribuables dont l'activité s'étend sur les territoires des deux Etats contractants ne tiennent pas une comptabilité régulière faisant ressortir distinctement et exactement les bénéfices afférents aux établissements stables situés dans l'un et l'autre Etat, le bénéfice respectivement imposable par ces Etats peut être déterminé en répartissant les résultats globaux au prorata du chiffre d'affaires réalisé dans chacun d'eux.

5. Dans le cas où un des établissements situés dans l'un ou l'autre des Etats contractants ne réalise pas de chiffre d'affaires et dans le cas où les activités exercées dans chaque Etat ne sont pas comparables, les autorités compétentes des deux Etats se concertent pour arrêter les conditions d'application des paragraphes 3 et 4 ci-dessus.

Article 11. 1. Lorsqu'une entreprise de l'un des Etats contractants, du fait de sa participation à la gestion ou au capital d'une entreprise de l'autre Etat contractant, fait ou impose à cette dernière, dans leurs relations commerciales ou financières, des conditions différentes de celles qui seraient faites à une tierce entreprise, tous bénéfices qui auraient dû normalement apparaître dans les comptes de l'une des entreprises, mais qui ont été de la sorte transférés à l'autre entreprise, peuvent être incorporés aux bénéfices imposables de la première entreprise.

2. Une entreprise est considérée comme participant à la gestion ou au capital d'une autre entreprise notamment lorsque les mêmes personnes participent directement ou indirectement à la gestion ou au capital de chacune de ces deux entreprises.

Article 12. Les revenus provenant de l'exploitation de navires ou d'aéronefs, en trafic international, ne sont imposables que dans l'Etat contractant où se trouve le domicile fiscal de l'entreprise.

Article 13. 1. Sous réserve des dispositions des articles 15 à 17 ci-après, les revenus des valeurs mobilières et les revenus assimilés (produits d'actions, de parts de fondateur, de parts d'intérêts et de commandites, intérêts d'obligations ou de tous autres titres d'emprunts négociables) payés par des sociétés ou des collectivités publiques ou privées ayant leur domicile fiscal sur le territoire de l'un des Etats contractants sont imposables dans cet Etat.

2. Les dividendes distribués par une société française qui donneraient droit à un avoir fiscal s'ils étaient reçus par une personne domiciliée en France ouvrent droit à un paiement d'un montant égal à cet avoir fiscal diminué de la retenue à la source calculée au taux de 15 p. 100 sur le total constitué par le dividende mis en distribution et ce paiement brut, lorsqu'ils sont payés à une personne physique ou à une société domiciliée remplissant les conditions prévues — aux paragraphes 3 et 4 ci-dessous.

3. Une personne physique ayant son domicile fiscal au Togo ne peut bénéficier du paiement prévu au paragraphe 2 ci-dessus que si elle inclut le montant de ce paiement comme un dividende dans l'assiette de l'impôt visé au paragraphe 4 de l'article 26.

4. Une société ayant son domicile fiscal au Togo ne peut bénéficier du paiement prévu au paragraphe 2 ci-dessus que si le dividende payé par la société française ainsi que le paiement susvisé sont compris dans l'assiette de l'impôt sur le revenu auquel cette société est assujettie.

Article 14. Une société d'un Etat contractant ne peut être assujettie sur le territoire de l'autre Etat contractant au paiement d'un impôt sur les distributions de revenus de valeurs mobilières et de revenus assimilés (produits d'actions, de parts de fondateur, de parts d'intérêts et de commandites, intérêts d'obligations ou de tous autres titres d'emprunts négociables) qu'elle effectue du seul fait de sa participation dans la gestion ou dans le capital de sociétés domiciliées dans cet autre Etat ou à cause de tout autre rapport avec ces sociétés; mais les produits distribués par ces dernières sociétés et passibles de l'impôt sont, le cas échéant, augmentés de tous les bénéfices ou avantages que la société du premier Etat aurait indirectement retirés desdites sociétés, soit par voie de majoration ou de diminution des prix d'achat ou de vente, soit par tout autre moyen.

Article 15. 1. Lorsqu'une société ayant son domicile fiscal dans l'un des Etats contractants s'y trouve soumise au régime fiscal des sociétés de capitaux et qu'elle possède un ou plusieurs établissements stables sur le territoire de l'autre Etat contractant à raison desquels elle peut être passible dans ce dernier Etat d'un impôt frappant les distributions de revenus de valeurs mobilières et de revenus assimilés (produits d'actions, de parts de fondateur, de parts d'intérêts et de commandites, intérêts d'obligations ou de tous autres titres d'emprunts négociables) il est procédé à une répartition, entre les deux Etats, des revenus éventuellement passibles de cet impôt.

2. La répartition prévue au paragraphe qui précède s'établit, pour chaque exercice, sur la base du rapport :

$$\frac{A}{B} \quad \text{pour l'Etat dans lequel la société n'a pas son domicile fiscal;}$$

$\frac{B-A}{B}$ pour l'Etat dans lequel la société a son domicile fiscal.

la lettre A désignant le montant des bénéfices comptables obtenus par la société en provenance de l'ensemble des établissements stables qu'elle possède dans l'Etat où elle n'a pas son domicile fiscal, toutes compensations étant faites entre les résultats bénéficiaires et les résultats déficitaires de ces établissements. Ces bénéfices comptables s'entendent de ceux qui sont réputés réalisés dans lesdits établissements, au regard des dispositions des articles 10 et 11 de la présente Convention; la lettre B, le bénéfice comptable total de la société, tel qu'il résulte de son bilan général.

Pour la détermination du bénéfice comptable total, il est fait abstraction des résultats déficitaires constatés pour l'ensemble des établissements stables de la société dans un Etat quelconque, toutes compensations étant faites entre les résultats bénéficiaires et les résultats déficitaires de ces établissements.

Dans le cas où le bénéfice comptable total d'un exercice est nul ou négatif, la répartition s'effectue sur les bases antérieurement dégagées.

En l'absence de bases antérieurement dégagées, la répartition s'effectue selon une quotité fixée par commune entente entre les autorités compétentes des Etats contractants intéressés.

3. Lorsque les bénéfices distribués comprennent des produits de participations détenues par la société dans le capital d'autres sociétés et que ces participations remplissent, pour bénéficier des régimes spéciaux auxquels sont soumises les sociétés affiliées, les conditions exigées en vertu de la législation interne soit de l'Etat du domicile fiscal de la société, soit de l'autre Etat, selon qu'elles figurent à l'actif du bilan concernant l'établissement stable situé dans le premier ou dans le second Etat, chacun desdits Etats applique à ces bénéfices distribués, dans la mesure où ils proviennent du produit des participations régies par sa législation interne, les dispositions de cette législation, en même temps qu'il taxe la partie desdits bénéfices qui ne provient pas du produit de participations, dans la mesure où l'imposition lui en est attribuée suivant les modalités prévues au paragraphe 2 ci-dessus.

Article 16. 1. Quand, à la suite de contrôles exercés par les administrations fiscales compétentes, il est effectué, sur le montant des bénéfices réalisés au cours d'un exercice, des redressements ayant pour résultat de modifier la proportion définie au paragraphe 2 de l'article 15, il est tenu compte de ces redressements pour la répartition, entre les deux Etats contractants, des bases d'imposition afférentes à l'exercice au cours duquel les redressements interviennent.

2. Les redressements portant sur le montant des revenus à répartir, mais n'affectant pas la proportion des bénéfices réalisés dont il a été tenu compte pour la répartition des revenus faisant l'objet desdits redressements, donnent lieu, selon les règles applicables dans chaque Etat, à une imposition supplémentaire répartie suivant la même proportion que l'imposition initiale.

Article 17. 1. La répartition des bases d'imposition visée à l'article 15 est opérée par la société et notifiée par elle à chacune des administrations fiscales compétentes, dans le délai qui lui est imparti par la législation de chaque Etat pour déclarer les distributions de produits imposables auxquelles elle procède.

A l'appui de cette répartition, la société fournit à chacune desdites administrations, outre les documents qu'elle est tenue de produire ou de déposer en vertu de la législation interne, une copie de ceux produits ou déposés auprès de l'administration de l'autre Etat.

2. Les difficultés ou contestations qui peuvent surgir au sujet de la répartition des bases d'imposition sont réglées d'une commune entente entre les administrations fiscales compétentes.

A défaut d'accord, le différend est tranché par la commission mixte prévue à l'article 41.

Article 18. Les tantièmes, jetons de présence et autres rémunérations attribués aux membres des conseils d'administration ou de surveillance de sociétés anonymes, sociétés en commandite par actions ou sociétés coopératives, en leur dite qualité, sont imposables dans l'Etat contractant où la société a son domicile fiscal, sous réserve de l'application des articles 22 et 23 ci-après en ce qui concerne les rémunérations perçues par les intéressés en leurs autres qualités effectives.

Si la société possède un ou plusieurs établissements stables sur le territoire de l'autre Etat contractant, les tantièmes, jetons de présence et autres rémunérations visés ci-dessus sont imposés dans les conditions fixées aux articles 15 à 17.

Article 19. 1. L'impôt sur le revenu des prêts, dépôts, comptes de dépôts, bons de caisse et de toutes autres créances non représentées par des titres négociables est perçu dans l'Etat du domicile fiscal du créancier.

2. Toutefois, chaque Etat contractant conserve le droit d'imposer par voie de retenue à la source, si sa législation interne le prévoit, les revenus visés au paragraphe 1 ci-dessus.

3. Les dispositions des paragraphes 1 et 2 ci-dessus ne s'appliquent pas lorsque le bénéficiaire des intérêts, domicilié dans un Etat contractant, possède dans l'autre Etat contractant d'où proviennent les intérêts un établissement stable auquel se rattachent effectivement la créance qui les produit. Dans ce cas l'article 10 concernant l'imputation des bénéfices aux établissements stables est applicable.

Article 20. 1. Les redevances versées pour la jouissance de biens immobiliers ou l'exploitation de mines, carrières ou autres ressources naturelles ne sont imposables que dans celui des Etats contractants où sont situés ces biens, mines, carrières ou autres ressources naturelles.

2. Les droits d'auteur ainsi que les produits ou redevances provenant de la vente ou de la concession de licences d'exploitation de brevets, marques de fabrique, procédés et formules secrets qui sont payés dans l'un des Etats contractants à une personne ayant son domicile fiscal dans l'autre Etat contractant ne sont imposables que dans ce dernier Etat.

3. Sont traitées comme les redevances visées au paragraphe 2 les sommes payées pour la location ou le droit d'utilisation des films cinématographiques, les rémunérations analogues pour la fourniture d'informations concernant des expériences d'ordre industriel, commercial ou scientifique, et les droits de location pour l'usage d'équipements industriels, commerciaux ou scientifiques sous réserve du cas où ces équipements ont le caractère immobilier, auquel cas le paragraphe 1 est applicable.

4. Si une redevance est supérieure à la valeur intrinsèque et normale des droits pour lesquels elle est payée, l'exemption prévue aux paragraphes 2 et 3 ne peut être appliquée qu'à la partie de cette redevance qui correspond à cette valeur intrinsèque et normale.

5. Les dispositions des paragraphes 2 et 3 ne s'appliquent pas lorsque le bénéficiaire des redevances ou autres rémunérations entretient dans l'Etat contractant d'où proviennent ces revenus un établissement stable ou une installation fixe d'affaires ser-

vant à l'exercice d'une profession libérale ou d'une autre activité indépendante et que ces redevances ou autres rémunérations sont à attribuer à cet établissement stable ou à cette installation fixe d'affaires. Dans ce cas, ledit Etat a le droit d'imposer ces revenus conformément à sa législation.

Article 21. Les pensions et les rentes viagères ne sont imposables que dans l'Etat contractant où le bénéficiaire a son domicile fiscal.

Article 22. 1. Sauf accords particuliers prévoyant des régimes spéciaux en cette matière, les salaires, traitements et autres rémunérations similaires qu'une personne domiciliée dans l'un des deux Etats contractants reçoit au titre d'un emploi salarié ne sont imposables que dans cet Etat, à moins que l'emploi ne soit exercé dans l'autre Etat contractant. Si l'emploi est exercé dans l'autre Etat contractant, les rémunérations reçues à ce titre sont imposables dans cet autre Etat.

2. Nonobstant les dispositions du paragraphe 1 ci-dessus, les rémunérations qu'une personne domiciliée dans un Etat contractant reçoit au titre d'un emploi salarié exercé dans l'autre Etat contractant ne sont imposables que dans le premier Etat si :

- a) Le bénéficiaire séjourne dans l'autre Etat pendant une période ou des périodes n'excédant pas au total 183 jours au cours de l'année fiscale considérée;
- b) Les rémunérations sont payées par un employeur ou au nom d'un employeur qui n'est pas domicilié dans l'autre Etat; et
- c) Les rémunérations ne sont pas déduites des bénéfices d'un établissement stable ou d'une base fixe que l'employeur a dans l'autre Etat.

3. Nonobstant les dispositions précédentes du présent article, les rémunérations afférentes à une activité exercée à bord d'un navire ou d'un aéronef en trafic international ne sont imposables que dans l'Etat contractant où l'entreprise a son domicile.

Article 23. 1. Les revenus qu'une personne domiciliée dans un Etat contractant retire d'une profession libérale ou d'autres activités indépendantes de caractère analogue ne sont imposables que dans cet Etat, à moins que cette personne ne dispose de façon habituelle dans l'autre Etat contractant d'une base fixe pour l'exercice de ses activités. Si elle dispose d'une telle base, la partie des revenus qui peut être attribuée à cette base est imposable dans cet autre Etat.

2. Sont considérées comme professions libérales, au sens du présent article, notamment l'activité scientifique, artistique, littéraire, enseignante ou pédagogique ainsi que celles des médecins, avocats, architectes ou ingénieurs.

Article 24. Les sommes qu'un étudiant ou un stagiaire de l'un des deux Etats contractants, séjournant dans l'autre Etat contractant à seule fin d'y poursuivre ses études ou sa formation, reçoit pour couvrir ses frais d'entretien, d'études ou de formation ne sont pas imposables dans cet autre Etat, à condition qu'elles proviennent de sources situées en dehors de cet autre Etat.

Article 25. Les revenus non mentionnés aux articles précédents ne sont imposables que dans l'Etat contractant du domicile fiscal du bénéficiaire, à moins que ces revenus ne se rattachent à l'activité d'un établissement stable que ce bénéficiaire posséderait dans l'autre Etat contractant.

Article 26. Il est entendu que la double imposition est évitée de la manière suivante :

1. Un Etat contractant ne peut pas comprendre dans les bases des impôts sur le revenu visés à l'article 8 les revenus qui sont exclusivement imposables dans l'autre Etat contractant en vertu de la présente Convention; mais chaque Etat conserve le droit de calculer l'impôt au taux correspondant à l'ensemble des revenus imposables d'après sa législation.

2. Les revenus visés aux articles 13, 15, 18 et 19 ayant leur source au Togo et perçus par des personnes domiciliées en France ne peuvent être imposés au Togo qu'à l'impôt sur le revenu des capitaux mobiliers.

Réciproquement, les revenus de même nature ayant leur source en France et perçus par des personnes domiciliées au Togo ne peuvent être imposés en France qu'à la retenue à la source sur le revenu des capitaux mobiliers.

Le taux de cette retenue est ramené à 15 p. 100 sur les revenus qui relèvent du régime défini au paragraphe 2 de l'article 13.

3. Les revenus de capitaux mobiliers et les intérêts de source togolaise visés aux articles 13, 15, 18 et 19 et perçus par des personnes physiques, sociétés ou autres collectivités domiciliées en France sont compris dans cet Etat dans les bases des impôts visés au paragraphe 3 de l'article 8 pour leur montant brut sous réserve des dispositions ci-après :

- Les revenus mobiliers de source togolaise visés aux articles 13, 15, 18 et 19 et soumis à l'impôt sur le revenu des capitaux mobiliers par application desdits articles ouvrent droit à une déduction applicable aux impôts exigibles en France sur les mêmes revenus.
- Cette déduction est fixée à 25 p. 100 en ce qui concerne les dividendes et à 12 p. 100 en ce qui concerne les autres catégories de revenus.

4. Les revenus de capitaux mobiliers et les intérêts de source française visés aux articles 13, 15, 18 et 19 et perçus par des personnes domiciliées au Togo ne peuvent être assujettis dans cet Etat qu'à l'impôt général sur le revenu.

Chapitre II. IMPÔTS SUR LES SUCCESSIONS

Article 27. 1. Le présent chapitre est applicable aux impôts sur les successions perçus pour le compte de chacun des Etats contractants.

Sont considérés comme impôts sur les successions : les impôts perçus par suite de décès sous forme d'impôts sur la masse successorale, d'impôts sur les parts héréditaires, de droits de mutation ou d'impôts sur les donations pour cause de mort.

2. Les impôts actuels auxquels s'applique le présent chapitre sont :

- En ce qui concerne la France : l'impôt sur les successions;
- En ce qui concerne le Togo : l'impôt sur les successions.

Article 28. Les biens immobiliers (y compris les accessoires) ne sont soumis à l'impôt sur les successions que dans l'Etat contractant où ils sont situés; le cheptel mort ou vif servant à une exploitation agricole ou forestière n'est imposable que dans l'Etat contractant où l'exploitation est située.

Article 29. Les biens meubles corporels ou incorporels laissés par un défunt ayant eu au moment de son décès son domicile dans l'un des Etats contractants et investis dans une entreprise commerciale, industrielle ou artisanale de tout genre sont soumis à l'impôt sur les successions suivant la règle ci-après :

- a) Si l'entreprise ne possède un établissement stable que dans l'un des deux Etats contractants, les biens ne sont soumis à l'impôt que dans cet Etat; il en est ainsi même lorsque l'entreprise étend son activité sur le territoire de l'autre Etat contractant sans y avoir un établissement stable;
- b) Si l'entreprise a un établissement stable dans les deux Etats contractants, les biens sont soumis à l'impôt dans chaque Etat dans la mesure où ils sont affectés à un établissement stable situé sur le territoire de cet Etat.

Toutefois, les dispositions du présent article ne sont pas applicables aux investissements effectués par le défunt dans les sociétés à base de capitaux (sociétés anonymes, sociétés en commandite par actions, sociétés à responsabilité limitée, sociétés coopératives, sociétés civiles soumises au régime fiscal des sociétés de capitaux) ou sous forme de commandite dans les sociétés en commandite simple.

Article 30. Les biens meubles corporels ou incorporels rattachés à des installations permanentes et affectés à l'exercice d'une profession libérale dans l'un des Etats contractants ne sont soumis à l'impôt sur les successions que dans l'Etat contractant où se trouvent ces installations.

Article 31. Les biens meubles corporels y compris les meubles meublants, le linge et les objets ménagers ainsi que les objets et les collections d'art autres que les meubles visés aux articles 29 et 30 ne sont soumis à l'impôt sur les successions que dans celui des Etats contractants où ils se trouvent effectivement à la date du décès.

Toutefois, les bateaux et aéronefs ne sont imposables que dans l'Etat contractant où ils ont été immatriculés.

Article 32. Les biens de la succession auxquels les articles 28 à 31 ne sont pas applicables ne sont soumis aux impôts sur les successions que dans l'Etat contractant où le défunt avait son domicile au moment de son décès.

Article 33. 1. Les dettes afférentes aux entreprises visées aux articles 29 et 30 sont imputables sur les biens affectés à ces entreprises. Si l'entreprise possède, selon le cas, un établissement stable ou une installation permanente dans les deux Etats contractants, les dettes sont imputables sur les biens affectés à l'établissement ou à l'installation dont elles dépendent.

2. Les dettes garanties soit par des immeubles ou des droits immobiliers, soit par des bateaux ou aéronefs visés à l'article 31, soit par des biens affectés à l'exercice d'une profession libérale dans les conditions prévues à l'article 30, soit par des biens affectés à une entreprise de la nature visée à l'article 29, sont imputables sur ces biens. Si la même dette est garantie à la fois par des biens situés dans les deux Etats, l'imputation se fait sur les biens situés dans chacun d'eux proportionnellement à la valeur taxable de ces biens.

Cette disposition n'est applicable aux dettes visées au paragraphe 1 que dans la mesure où ces dettes ne sont pas couvertes par l'imputation prévue à ce paragraphe.

3. Les dettes non visées aux paragraphes 1 et 2 sont imputées sur les biens auxquels sont applicables les dispositions de l'article 32.

4. Si l'imputation prévue aux trois paragraphes qui précèdent laisse subsister dans un Etat contractant un solde non couvert, ce solde est déduit des autres biens soumis à l'impôt sur les successions dans ce même Etat. S'il ne reste pas dans cet Etat d'autres biens soumis à l'impôt ou si la déduction laisse encore un solde non couvert, ce solde est imputé sur les biens soumis à l'impôt dans l'autre Etat contractant.

Article 34. Nonobstant les dispositions des articles 28 à 33, chaque Etat contractant conserve le droit de calculer l'impôt sur les biens héréditaires qui sont réservés à son imposition exclusive, d'après le taux moyen qui serait applicable s'il était tenu compte de l'ensemble des biens qui seraient imposables d'après sa législation interne.

Chapitre III. DROITS D'ENREGISTREMENT AUTRES QUE LES DROITS DE SUCCESSION — DROITS DE TIMBRE

Article 35. I. Les droits afférents à un acte ou un jugement soumis à l'obligation de l'enregistrement sont, sous réserve des dispositions des paragraphes 2 et 3 ci-après, dus dans l'Etat où l'acte est établi ou le jugement rendu.

Lorsqu'un acte ou un jugement établi ou rendu dans l'un des Etats contractants est présenté à l'enregistrement dans l'autre Etat contractant, les droits applicables dans ce dernier Etat sont déterminés suivant les règles prévues par sa législation interne, sauf imputation, le cas échéant, des droits d'enregistrement qui ont été perçus dans le premier Etat sur les droits dus dans cet autre Etat.

2. Sous réserve des alinéas *a* et *b* ci-après, les actes constitutifs de sociétés ou modificatifs du pacte social ne donnent lieu à la perception du droit proportionnel d'apport que dans l'Etat où est situé le siège statutaire de la société. S'il s'agit de fusion ou d'opération assimilée, la perception est effectuée dans l'Etat où est situé le siège de la société absorbante ou nouvelle :

- a) Le droit d'apport exigible sur les immeubles et les fonds de commerce apportés en propriété ou en usufruit ainsi que le droit au bail ou le bénéfice d'une promesse de bail portant sur tout ou partie d'un immeuble n'est perçu que dans celui des Etats contractants sur le territoire duquel ces immeubles ou ces fonds de commerce sont situés;
- b) Lorsqu'une société ayant son siège social dans l'un des Etats contractants et possédant un ou plusieurs établissements stables sur le territoire de l'autre Etat contractant procède à une augmentation de capital par incorporation de réserves ou est imposée à raison de ses réserves, l'augmentation de capital ou les réserves sont imposées dans les conditions fixées aux articles 15 à 17.

3. Les actes ou jugements portant mutation de propriété, d'usufruit d'immeuble ou de fonds de commerce, ceux portant mutation de jouissance d'immeuble et les actes ou jugements constatant une cession de droit à un bail ou au bénéfice d'une promesse de bail portant sur tout ou partie d'un immeuble ne peuvent être assujettis à un droit de mutation et à la taxe de publicité foncière que dans celui des Etats contractants sur le territoire duquel ces immeubles ou ces fonds de commerce sont situés.

Article 36. Les actes ou effets créés dans l'un des Etats contractants ne sont pas soumis au timbre dans l'autre Etat contractant lorsqu'ils ont effectivement supporté cet impôt au tarif applicable dans le premier Etat, ou lorsqu'ils en sont légalement exonérés dans ledit Etat.

TITRE III. ASSISTANCE ADMINISTRATIVE

Article 37. 1. Les autorités fiscales de chacun des Etats contractants transmettent aux autorités fiscales de l'autre Etat contractant les renseignements d'ordre

fiscal qu'elles ont à leur disposition et qui sont utiles à ces dernières autorités pour assurer l'établissement et le recouvrement réguliers des impôts visés par la présente Convention ainsi que l'application, en ce qui concerne ces impôts, des dispositions légales relatives à la répression de la fraude fiscale.

2. Les renseignements ainsi échangés, qui conservent un caractère secret, ne sont pas communiqués à des personnes autres que celles qui sont chargées de l'assiette et du recouvrement des impôts visés par la présente Convention. Aucun renseignement n'est échangé qui révélerait un secret commercial, industriel ou professionnel. L'assistance peut ne pas être donnée lorsque l'Etat requis estime qu'elle est de nature à mettre en danger sa souveraineté ou sa sécurité ou à porter atteinte à ses intérêts généraux.

3. L'échange des renseignements a lieu soit d'office, soit sur demande visant des cas concrets. Les autorités compétentes des Etats contractants s'entendent pour déterminer la liste des informations qui sont fournies d'office.

Article 38. 1. Les Etats contractants conviennent de se prêter mutuellement assistance et appui en vue de recouvrer, suivant les règles propres à leur législation ou réglementation respective, les impôts visés par la présente Convention ainsi que les majorations de droits en sus, indemnités de retard, intérêts et frais afférents à ces impôts lorsque ces sommes sont définitivement dues en application des lois ou règlements de l'Etat demandeur.

2. La demande formulée à cette fin doit être accompagnée des documents exigés par les lois ou règlements de l'Etat requérant pour établir que les sommes à recouvrer sont définitivement dues.

3. Au vu de ces documents, les significations et mesures de recouvrement et de perception ont lieu dans l'Etat requis conformément aux lois et règlements applicables pour le recouvrement et la perception de ses propres impôts.

4. Les créances fiscales à recouvrer bénéficient des mêmes sûretés et privilèges que les créances fiscales de même nature dans l'Etat de recouvrement.

Article 39. En ce qui concerne les créances fiscales qui sont encore susceptibles de recours, les autorités fiscales de l'Etat créancier, pour la sauvegarde de ses droits, peuvent demander aux autorités fiscales compétentes de l'autre Etat contractant de prendre les mesures conservatoires que la législation ou la réglementation de celui-ci autorise.

Article 40. Les mesures d'assistance définies aux articles 38 et 39 s'appliquent également au recouvrement de tous impôts et taxes autres que ceux visés par la présente Convention, ainsi que, d'une manière générale, aux créances de toute nature des Etats contractants.

TITRE IV. DISPOSITIONS DIVERSES

Article 41. 1. Tout contribuable qui prouve que les mesures prises par les autorités fiscales des Gouvernements contractants ont entraîné pour lui une double imposition en ce qui concerne les impôts visés par la présente Convention peut adresser une demande, soit aux autorités compétentes de l'Etat sur le territoire duquel il a son domicile fiscal, soit à celles de l'autre Etat. Si le bien-fondé de cette demande est reconnu, les autorités compétentes des deux Etats s'entendent pour éviter de façon équitable la double imposition.

2. Les autorités compétentes des Gouvernements contractants peuvent également s'entendre pour supprimer la double imposition dans les cas non réglés par la

présente Convention, ainsi que dans les cas où l'application de la présente Convention donnerait lieu à des difficultés.

3. S'il apparaît que, pour parvenir à une entente, des pourparlers soient opportuns, l'affaire est déferée à une Commission mixte composée de représentants, en nombre égal, des Gouvernements contractants, désignés par les Ministres des Finances. La présidence de la Commission est exercée alternativement par un membre de chaque délégation.

Article 42. Les Autorités compétentes des deux Gouvernements contractants se concerteront pour déterminer, d'un commun accord et dans la mesure utile, les modalités d'application de la présente Convention.

Article 43. La présente Convention sera approuvée conformément aux dispositions constitutionnelles en vigueur dans chacun des deux pays.

Elle entrera en vigueur le premier jour du mois qui suivra l'échange des notifications constatant que de part et d'autre il a été satisfait à ces dispositions étant entendu qu'elle produira ses effets pour la première fois :

- en ce qui concerne les impôts sur les revenus, pour l'imposition des revenus afférents à l'année civile 1971 ou aux exercices clos au cours de cette année. Toutefois, pour ce qui est des revenus dont l'imposition est réglée par les articles 13 à 18, la Convention s'appliquera aux revenus mis en paiement postérieurement à l'entrée en vigueur de la Convention;
- en ce qui concerne les impôts sur les successions, pour les successions de personnes dont le décès se produira depuis et y compris le jour de l'entrée en vigueur de la Convention;
- en ce qui concerne les autres droits d'enregistrement et les droits de timbre, pour les actes et les jugements postérieurs à l'entrée en vigueur de la Convention.

Article 44. La Convention restera en vigueur sans limitation de durée.

Toutefois, à partir du 1^{er} janvier 1976, chaque Gouvernement pourra, moyennant un préavis de six mois notifié par la voie diplomatique, la dénoncer à compter du 1^{er} janvier d'une année civile. En ce cas, la Convention cessera de produire effet à partir du 1^{er} janvier de l'année suivant la date de la notification étant entendu que les effets seront limités :

- en ce qui concerne l'imposition des revenus, aux revenus acquis ou mis en paiement dans l'année au cours de laquelle la notification sera intervenue;
- en ce qui concerne l'imposition des successions, aux successions ouvertes au plus tard le 31 décembre de ladite année;
- en ce qui concerne les autres droits d'enregistrement et les droits de timbre, aux actes et aux jugements intervenus au plus tard le 31 décembre de ladite année.

EN FOI DE QUOI les signataires dûment autorisés à cet effet ont signé la présente Convention, établie en deux exemplaires originaux.

FAIT à Lomé, le 24 novembre 1971.

Pour le Gouvernement de la République française :

[Signé]

J.-P. CAMPREDON

Pour le Gouvernement de la République togolaise :

[Signé]

J. HUNLEDE

PROTOCOLE

Au moment de procéder à la signature de la Convention fiscale entre le Gouvernement français et le Gouvernement togolais, les plénipotentiaires soussignés sont convenus de la déclaration suivante qui fait partie intégrante de la Convention :

I. L'expression «montant brut» figurant à l'article 26 de la Convention doit s'entendre du montant des revenus imposables avant déduction de l'impôt auquel ils ont été soumis dans l'Etat de la source.

II. Pour l'application de l'article 40 de la Convention sont considérées comme accord réalisé au sens de l'article 42 les dispositions de la Convention du 10 juillet 1963¹ relative aux relations entre le Trésor français et le Trésor togolais qui concernent le recouvrement des créances des Etats contractants.

Pour le Gouvernement de la République française :

[Signé]

J.-P. CAMPREDON

Pour le Gouvernement de la République togolaise :

[Signé]

J. HUNLEDE

ÉCHANGE DE LETTRES

I

AMBASSADE DE FRANCE À LOMÉ

25 novembre 1971

Monsieur le Ministre,

La Convention fiscale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République togolaise signée à Lomé le 24 novembre 1971 institue, comme vous le savez, dans ses articles 38 à 40 des mesures d'assistance réciproque en vue du recouvrement des impôts visés par la Convention, ainsi que de tous autres impôts et taxes et, d'une manière générale, des créances de toute nature des Etats contractants.

En vue d'éviter que l'application de cette disposition n'entraîne, dans certains cas, des difficultés de procédure et afin de maintenir le climat de confiance qui règne entre les Gouvernements de nos deux pays, j'ai l'honneur de proposer à Votre Excellence que lorsqu'un contribuable fera l'objet dans l'un de nos deux Etats de poursuites en application des dispositions des articles 38 à 40 susvisés en vue du recouvrement d'impositions ou de créances dues dans l'autre Etat, il pourra demander aux Autorités compétentes du premier Etat de suspendre ces poursuites s'il est en mesure de faire valoir des titres de propriété concernant des biens situés dans l'Etat où ont été établies les impositions ou une créance sur une collectivité publique ou parapublique dudit Etat.

¹ Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 722, p. 147.

Si cette demande, qui devra être appuyée des justifications nécessaires, apparaît fondée, il sera sursis à l'application des dispositions de l'article 38. Les Autorités compétentes de l'Etat requérant seront averties de cette décision et la demande sera soumise — dans un délai de trois mois — à l'examen de la Commission mixte visée à l'article 41. Cette Commission décidera, si, et dans quelle mesure, le recouvrement forcé devra être poursuivi.

D'une manière plus générale, les contestations en matière de recouvrement seront considérées comme des difficultés d'application au sens de l'article 41 de la Convention.

Je vous serais très obligé de vouloir bien me faire savoir si cette proposition rencontre l'agrément de votre Gouvernement.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma très haute considération.

JEAN-PIERRE CAMPREDON

Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire

Son Excellence Monsieur le Ministre des Affaires étrangères
de la République togolaise
Lomé

11

LE MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Lomé, le 26 novembre 1971

Monsieur l'Ambassadeur,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre lettre en date du 25 novembre 1971 ainsi conçue :

[Voir lettre I]

J'ai le plaisir de vous confirmer l'accord de mon Gouvernement sur l'ensemble du contenu de la lettre citée ci-dessus.

Veillez agréer, Monsieur l'Ambassadeur, les assurances de ma très haute considération.

[Signé]

J. HUNLEDE

Son Excellence Monsieur Jean-Pierre Campredon
Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de France au Togo
Lomé

[TRANSLATION — TRADUCTION]

TAX AGREEMENT¹ BETWEEN THE FRENCH REPUBLIC AND THE TOGOLESE REPUBLIC

The Government of the French Republic and the Government of the Togolese Republic, desiring to avoid double taxation as far as possible and to establish rules of reciprocal assistance with respect to taxes on income, succession duties, registration duties and stamp duties, have for that purpose agreed upon the following provisions:

TITLE I. GENERAL PROVISIONS

Article 1. For the purposes of this Agreement:

I. The term “person” means:

- (a) any individual;
- (b) any body corporate;
- (c) any unincorporated group of individuals.

2. The term “France” means the European *départements* and the overseas *départements* (Guadeloupe, Guiana, Martinique and Réunion) of the French Republic.

The term “Togo” means the territory of the Togolese Republic.

Article 2. 1. For the purposes of this Agreement an individual shall be deemed to be domiciled in the place in which he has his “permanent home”, the latter expression being understood to mean the centre of vital interests—i.e., the place with which his personal relations are closest.

Where the domicile of an individual cannot be determined on the basis of the foregoing subparagraph, he shall be deemed to be domiciled in that one of the Contracting States in which he principally resides. If he resides for equal periods in each of the two States, he shall be deemed to have his domicile in the Contracting State of which he is a national. If he is a national of neither Contracting State, the competent authorities of the Contracting States shall determine the question by agreement.

2. For the purposes of this Agreement, a body corporate shall be deemed to have its domicile in the place in which its registered offices (*siège social statutaire*) are situated; an unincorporated group of individuals shall be deemed to have its domicile in the place in which its centre of actual management is situated.

Article 3. The term “permanent establishment” means a fixed place of business in which the business of the enterprise is wholly or partly carried on.

(a) The following shall in particular be deemed to be permanent establishments:

- (aa) a place of management;
- (bb) a branch;
- (cc) an office;

¹ Came into force on 1 April 1975, i.e., the first day of the month that followed the exchange of the notifications (dated, for France, on 16 January 1973, and for Togo, on 14 March 1975) stating that it had been approved according to the constitutional provisions in force in each of the two countries, in accordance with article 43.

- (dd) a factory;
- (ee) a workshop;
- (ff) a mine, quarry or other place of extraction of natural resources;
- (gg) a building site or construction or assembly project;
- (hh) a fixed place of business used for the purpose of storage, display and delivery of goods or merchandise belonging to the enterprise;
- (ii) a stock of goods or merchandise belonging to the enterprise maintained solely for the purpose of storage, display and delivery;
- (jj) a fixed place of business used for the purpose of purchasing goods or merchandise, or for collecting information which is the actual object of the business of the enterprise;
- (kk) a fixed place of business used for the purpose of advertising.

(b) The term “permanent establishment” shall not be deemed to include:

- (aa) the maintenance of a stock of goods or merchandise belonging to the enterprise solely for the purpose of processing by another enterprise;
- (bb) the maintenance of a fixed place of business solely for the purpose of the supply of information, for scientific research or for similar activities which, so far as the enterprise is concerned, are preparatory in character.

(c) A person acting in a Contracting State on behalf of an enterprise of the other Contracting State—other than an agent of independent status within the meaning of subparagraph (e) below—shall be deemed to constitute a “permanent establishment” in the first-mentioned State if he has, and habitually exercises in that State, an authority to conclude contracts in the name of the enterprise.

Such authority shall, in particular, be deemed to be exercised by an agent who habitually has available to him in the first-mentioned Contracting State a stock of goods or merchandise, belonging to the enterprise, from which he regularly fills orders received by him on behalf of the enterprise.

(d) An insurance enterprise of a Contracting State shall be deemed to have a permanent establishment in the other Contracting State if it collects premiums in the territory of that State or insures risks situated therein through a representative who is not an agent within the meaning of subparagraph (e) below.

(e) An enterprise of a Contracting State shall not be deemed to have a permanent establishment in the other Contracting State merely because it carries on business in that other State through a broker, general commission agent or any other agent of independent status, where such persons are acting in the ordinary course of their business. However, where the agent whose services are used has available to him a stock of goods or merchandise on consignment from which the sales and deliveries are made, such stock shall be deemed to imply the existence of a permanent establishment of the enterprise.

(f) The fact that a company which is domiciled in a Contracting State controls or is controlled by a company which is domiciled in the other Contracting State, or which carries on business in that other State (whether through a permanent establishment or otherwise), shall not of itself constitute either company a permanent establishment of the other.

Article 4. For the purposes of this Agreement, rights which are governed by the taxation laws relating to real property, and rights of usufruct in immovable property, with the exception of claims of any kind secured by pledge of immovables, shall be deemed to be immovable property.

The question whether a property or a right is an immovable property or a right in respect of immovable property or can be considered to be an accessory to real property shall be decided in accordance with the laws of the State in which the property in question or the property to which the right in question relates is situated.

Article 5. 1. Nationals and companies and other associations (*groupements*) of one Contracting State shall not be subjected in the other Contracting State to any taxation other or higher than the taxation to which nationals and companies and other associations of the latter State in the same circumstances are subjected.

2. In particular, nationals of one of the Contracting States who are liable to taxation in the territory of the other Contracting State shall be entitled, under the same conditions as nationals of that other State, to such exemptions, reliefs, rebates and reductions of any taxes or charges whatsoever as may be granted in respect of family dependants.

Article 6. In the application of the provisions of this Agreement, the term “competent authorities” means:

- in the case of France: the Minister of Economic Affairs and Finance, or his duly authorized representative;
- in the case of Togo: the Minister of Finance, Economy and Planning, or his duly authorized representative.

Article 7. In the application of this Agreement by one of the Contracting States, any term not defined in this Agreement shall unless the context otherwise requires have the meaning which it has under the laws in force in that State with respect to the taxes referred to in this Agreement.

TITLE II. DOUBLE TAXATION

Chapter I. INCOME TAXES

Article 8. 1. This chapter shall apply to taxes on income levied in whatsoever manner on behalf of either Contracting State or of its local authorities.

The expression “taxes on income” shall be deemed to mean taxes levied on total income or on elements of income (including capital appreciation).

2. The object of the provisions of this chapter is to avoid double taxation such as might result, for persons (as defined in article 1) having their fiscal domicile, determined in accordance with article 2, in one of the Contracting States, from the simultaneous or successive collection in that State and the other Contracting State of the taxes referred to in paragraph I above.

3. The existing taxes to which this chapter shall apply are:

- In the case of France:
 - (a) the tax on the income of individuals (*l'impôt sur le revenu des personnes physiques*);
 - (b) the tax on companies (*l'impôt sur les sociétés*), as well as all withholdings (*retenues*), advance collections (*précomptes*) and prepayments (*avances décomptées*) in respect of such taxes.
- In the case of Togo:
 - (a) the tax on industrial and commercial profits (*l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux*);

- (b) the tax on non-commercial profits (*l'impôt sur les bénéfices non commerciaux*);
- (c) the progressive tax on salaries and wages (*la taxe progressive sur les traitements et salaires*);
- (d) the general income tax (*l'impôt général sur le revenu*);
- (e) the tax on income from securities and movable capital (*l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières ou capitaux mobiliers*);
- (f) the tax on company reserves (*la taxe sur les réserves des sociétés*) as well as all withholdings (*retenues*), advance collections (*précomptes*) and prepayments (*avances décomptées*) in respect of such taxes.

4. The Agreement shall also apply to any identical or similar taxes which may subsequently be added to or substituted for the existing taxes. The competent authorities of either Contracting State shall notify the competent authorities of the other Contracting State of any changes made in their taxation laws as soon as such changes are promulgated.

5. If, owing to changes in the taxation laws of either of the Contracting States, it appears expedient to adapt certain articles of the Agreement without affecting its general principles, the necessary adjustments may be made, by agreement, through an exchange of diplomatic notes.

Article 9. Income from immovable property, including profits from agricultural and forestry enterprises, shall be taxable only in the State in which the property is situated.

Article 10. 1. Income from industrial, mining, commercial or financial enterprises shall be taxable only in the State in which a permanent establishment is situated.

2. Where an enterprise maintains permanent establishments in both Contracting States, each State may tax only the income derived from the operations of the permanent establishments situated in its territory.

3. Such taxable income may not exceed the amount of the industrial, mining, commercial or financial profits realized by the permanent establishment, including, where appropriate, any profits or advantages derived indirectly from that establishment or allotted or granted to third parties either by increasing or decreasing purchase or selling prices or by any other means. Part of the overhead expenses of the head office of the enterprise shall be charged against the earnings of the various permanent establishments in proportion to their turnover.

4. Where taxpayers with business in both Contracting States do not keep regular accounts showing separately and exactly the profits accruing to the permanent establishments situated in each State, the amount of profit taxable by each State may be determined by apportioning the total earnings between the two States in proportion to the turnover realized in their respective territories.

5. If one of the establishments situated in either Contracting State realizes no turnover, or if the business carried on in the two States is not comparable, the competent authorities of the two States shall consult together to establish the manner in which paragraphs 3 and 4 above are to be applied.

Article 11. 1. Where an enterprise of one of the Contracting States, by virtue of its participation in the management or the capital of an enterprise of the other Contracting State, makes or imposes upon that enterprise, in their commercial or fi-

nancial relations, conditions differing from those which it would make with any other enterprise, all profits which would normally have appeared in the accounts of one of the enterprises but which have in this manner been transferred to the other enterprise may be incorporated in the taxable profits of the first enterprise.

2. An enterprise shall in particular be deemed to participate in the management or the capital of another enterprise when the same persons participate directly or indirectly in the management or the capital of both enterprises.

Article 12. Income derived from the operation of ships or aircraft in international traffic shall be taxable only in the Contracting State in which the enterprise has its fiscal domicile.

Article 13. 1. Subject to the provisions of articles 15 to 17 below, income from securities and assimilated income (earnings from shares, founders' shares or partnership or commandite interests; interest on bonds and on all other negotiable certificates of indebtedness) paid by companies or by public or private authorities having their fiscal domicile in one of the Contracting States shall be taxable in that State.

2. Dividends distributed by a French company which, if received by a person domiciled in France, would entitle the recipient to tax credit (*avoir fiscal*) shall, when paid to an individual or a company domiciled in Togo and fulfilling the conditions specified in paragraphs 3 and 4 below, entitle the recipient to a payment in an amount equal to such tax credit less the amount of the tax deducted at the source computed on the rate of 15 per cent of the aggregate of the dividend distributed and the said gross payment.

3. An individual having his fiscal domicile in Togo shall be entitled to the payment provided for in paragraph 2 above only if he includes the amount of that payment as a dividend in the basis upon which the tax referred to in article 26, paragraph 4, is imposed.

4. A company having its fiscal domicile in Togo shall be entitled to the payment provided for in paragraph 2 above only if the dividend paid by the French company and the said payment are included in the basis upon which the tax on income to which that company is subjected is imposed.

Article 14. A company of one of the Contracting States may not be subjected in the territory of the other Contracting State to a tax on its distributions of income from securities and of assimilated income (earnings from shares, founders' shares or partnership or commandite interests; interest on bonds and on all other negotiable certificates of indebtedness) solely by virtue of its participation in the management or the capital of companies domiciled in that other State or because of any other relationship with such companies; but income distributed by the latter companies and liable to the tax shall where appropriate be increased by the amount of any profits or advantages which the company of the first-mentioned State has indirectly derived from the said companies, either by increasing or decreasing purchase or selling prices or by any other means.

Article 15. 1. Where a company having its fiscal domicile in one of the Contracting States is subject in that State to the tax regulations governing joint-stock companies and maintains one or more permanent establishments in the other Contracting State in respect of which it is liable in the latter State to a tax on distributions of income from securities and of assimilated income (earnings from shares, founders' shares, or partnership or commandite interests; interest on bonds and on

all other negotiable certificates of indebtedness); such income as may be taxable shall be apportioned between the two States.

2. The apportionment provided for in the foregoing paragraph shall be established for each fiscal year on the basis of the ratio:

$\frac{A}{B}$ for the State in which the company does not have its fiscal domicile;

$\frac{B-A}{B}$ for the State in which the company has its fiscal domicile.

The letter A represents the total book profits obtained by the company from all its permanent establishments in the State in which it does not have its fiscal domicile, after setting off against each other the profits and losses of those establishments. Book profits shall be understood to mean the profits deemed to have been earned in the said establishments in the light of the provisions of articles 10 and 11 of this Agreement. The letter B represents the company's total book profits, as shown by its general balance-sheet.

In determining the total book profits, no account shall be taken of over-all losses established in respect of all the company's permanent establishments in either State after setting off against each other the profits and losses of those establishments.

Where there is either no over-all book profit or an over-all book loss in respect of a given fiscal year, the apportionment shall be effected on the bases previously established.

In the absence of previously established bases, the apportionment shall be effected in accordance with a ratio determined by agreement between the competent authorities of the Contracting States concerned.

3. Where the distributed profits include earnings from holdings of the company in the capital of other companies and such holdings fulfil the conditions under which affiliated companies are accorded special tax treatment under the internal legislation either of the State in which the company has its fiscal domicile or of the other State (according as such holdings are credited in the balance-sheet under the head of permanent establishments situated in the first or in the second State), each State shall apply to such part of the said distributed profits as consists of earnings from holdings governed by its internal legislation the provisions of that legislation, while that part of the said distributed profits does not consist of earnings from such holdings shall be taxed by each State in accordance with the manner of apportionment provided for in paragraph 2 above.

Article 16. 1. Where, as a result of checks carried out by the competent taxation administrations, the total profits earned during a fiscal year are adjusted in such a way as to modify the ratio defined in article 15, paragraph 2, such adjustments shall be taken into account in the apportionment between the two Contracting States of the tax bases pertaining to the fiscal year in which the adjustments took place.

2. Where such adjustments relate to the amount of earnings to be apportioned but do not affect the ratio of profits earned taken into account in the apportionment of the earnings to which the adjustments relate, a supplementary tax apportioned in the same ratio as the initial tax shall be imposed in accordance with the rules applicable in each State.

Article 17. 1. The apportionment of tax bases referred to in article 15 shall be made by the company and communicated by it to each of the competent taxation

administrations within the time-limit prescribed by the laws of each State for declaring such distributions of taxable earnings as the company is carrying out.

In support of such apportionment, the company shall furnish to each of the above-mentioned administrations, in addition to the documents which it is required to produce or deposit under internal legislation, copies of the documents produced to or deposited with the administration of the other State.

2. Any difficulties or disputes which may arise in connexion with the apportionment of tax bases shall be settled by agreement between the competent taxation administrations.

Failing agreement, the difference shall be settled by the mixed commission referred to in article 41.

Article 18. Directors' percentages, attendance fees and other emoluments received by members of the boards of directors or supervisory boards of joint-stock companies, limited share partnerships (*sociétés en commandite par actions*) or co-operative societies in their capacities as such shall be taxable in the Contracting State in which the company has its fiscal domicile, subject to the application of articles 22 and 23 below in respect of remuneration received by them in any other effective capacity.

Where the company, partnership or society maintains one or more permanent establishments in the other Contracting State, the above-mentioned directors' percentages, attendance fees and other emoluments shall be taxable in accordance with the provisions of articles 15 to 17.

Article 19. 1. Income from loans, deposits, deposit accounts, notes of indebtedness and any other forms of debt-claims not represented by negotiable instruments shall be taxable in the State in which the creditor has his fiscal domicile.

2. However, each Contracting State shall retain the right, if its internal legislation so provides, to tax the income referred to in paragraph 1 above by deduction at the source.

3. The provisions of paragraphs 1 and 2 above shall not apply if the recipient of the interest in question, being domiciled in one of the Contracting States, maintains in the other Contracting State, in which the interest arises, a permanent establishment with which the debt-claim producing the interest is actually connected. In that case, article 10 relating to the attribution of profits to permanent establishments shall apply.

Article 20. 1. Royalties paid for the use of immovable property or for the working of mines, quarries or other natural resources shall be taxable only in the Contracting State in which such property, mines, quarries or other natural resources are situated.

2. Copyright royalties and proceeds or royalties from the sale or grant of licences for the use of patents, trade marks, secret processes and formulae paid in one of the Contracting States to a person having its fiscal domicile in the other Contracting State shall be taxable only in the latter State.

3. The royalties referred to in paragraph 2 above shall be deemed to include payments made for the hire of or for the right to use cinematographic films, similar remuneration for the provision of information concerning industrial, commercial or scientific experiments and rentals for the use of industrial, commercial or scientific equipment, except where such equipment is an immovable property, in which case paragraph 1 shall apply.

4. Where a royalty exceeds the intrinsic and normal value of the rights for which it is paid, the exemption provided for in paragraphs 2 and 3 shall apply only to that part of the royalty which corresponds to the said intrinsic and normal value.

5. The provisions of paragraphs 2 and 3 shall not apply where the recipient of the royalties or other payments maintains in the Contracting State in which the income arises a permanent establishment or fixed place of business used for the practice of a profession or of any other independent activity and where the said royalties or other payments are attributable to that permanent establishment or fixed place of business. In such cases, the State in question shall be entitled to tax the income in accordance with its legislation.

Article 21. Pensions and annuities shall be taxable only in the Contracting State in which the recipient has his fiscal domicile.

Article 22. 1. Failing specific agreements providing for special treatment in the matter, wages, salaries and other similar remuneration received by a person domiciled in one of the two Contracting States in respect of gainful employment shall be taxable only in that State, unless the employment is exercised in the other Contracting State. If the employment is exercised in the other Contracting State, the remuneration derived from it shall be taxable in the latter State.

2. Notwithstanding the provisions of paragraph 1 above, remuneration received by a person domiciled in a Contracting State in respect of gainful employment in the other Contracting State shall be taxable only in the first-mentioned State if:

- (a) the recipient is present in the other State for a period or periods not exceeding in the aggregate 183 days in the fiscal year concerned;
- (b) the remuneration is paid by or on behalf of an employer who is not domiciled in the other State; and
- (c) the remuneration is not deducted from the profits of a permanent establishment or fixed base maintained by the employer in the other State.

3. Notwithstanding the preceding provisions of this article, remuneration for work done on board a ship or aircraft in international traffic shall be taxable only in the Contracting State in which the enterprise is domiciled.

Article 23. 1. Income derived by a person domiciled in a Contracting State from a profession or from other independent activities of a similar character shall be taxable only in that State, unless the person in question has a fixed base for his activities regularly available to him in the other Contracting State. If he has such a fixed base, such part of the income as is attributable to that base shall be taxable in the other State.

2. For the purposes of this article, professions shall be deemed to include scientific, artistic, literary, educational or teaching activities and the activities of medical practitioners, lawyers, architects or engineers.

Article 24. Payments which a student or trainee from one of the Contracting States who is present in the other Contracting State solely for the purpose of his education or training receives for his maintenance, education or training shall not be taxed in that other State, provided that such payments are made to him from sources outside that other State.

Article 25. Income not mentioned in the foregoing articles shall be taxable only in the Contracting State in which the recipient has his fiscal domicile, unless such income is connected with the activity of a permanent establishment maintained by the recipient in the other Contracting State.

Article 26. It is agreed that double taxation shall be avoided in the following manner:

1. A Contracting State may not include in the bases upon which the income taxes referred to in article 8 are imposed any income which is taxable only in the other Contracting State under the terms of this Agreement; but each State shall retain the right to calculate the tax at a rate corresponding to the total income taxable under its legislation.

2. Income of the kinds referred to in articles 13, 15, 18 and 19 originating in Togo and payable to persons domiciled in France shall not be charged in Togo with any tax other than the tax on income from movable capital.

Conversely, similar income originating in France and payable to persons domiciled in Togo shall not be charged in France with any tax other than the tax deducted at source on income from movable capital.

The rate of such deduction shall be reduced to 15 per cent in the case of income which is treated in the manner referred to in article 13, paragraph 2.

3. Income from movable capital and interest of the kinds referred to in articles 13, 15, 18 and 19 originating in Togo and payable to individuals, companies or other bodies domiciled in France shall for the purposes of French taxation be included as to their gross amount in the bases upon which the taxes referred to in article 8, paragraph 3, above are imposed, subject to the following provisions:

- Income from movable capital of the kinds referred to in articles 13, 15, 18 and 19 originating in Togo and liable under the terms of the said articles to the Togolese tax on income from movable capital shall entitle the recipient to a deduction applicable to the taxes payable in France on the same income.
- The deduction shall be 25 per cent in the case of dividends and 12 per cent in the case of other classes of income.

4. Income from movable capital and interest of the kinds referred to in articles 13, 15, 18 and 19 originating in France and payable to persons domiciled in Togo shall not be charged in that country with any tax other than the general income tax.

Chapter II. SUCCESSION DUTIES

Article 27. 1. This chapter shall apply to succession duties levied on behalf of either Contracting State.

The term "succession duties" shall be understood to mean taxes levied at death in the form of estate duties, inheritance taxes, death-duties or taxes on gifts *mortis causa*.

2. The existing duties to which this chapter shall apply are:

- in the case of France: the succession duty;
- in the case of Togo: the succession duty.

Article 28. Immovable property (including accessories) shall be liable to succession duty only in the Contracting State in which it is situated; equipment or livestock of agricultural or forestry enterprises shall be taxable only in the Contracting State in which the enterprise is situated.

Article 29. Tangible or intangible movable property left by a deceased person who at the time of his death was domiciled in one of the Contracting States and invested in a commercial, industrial or handicraft enterprise of any kind shall be liable to succession duty in accordance with the following rule:

- (a) If the enterprise has a permanent establishment in only one of the two Contracting States, the property shall be liable to duty only in that State; this provision shall apply even where the enterprise extends its operations to the territory of the other Contracting State, without maintaining a permanent establishment there.
- (b) If the enterprise has a permanent establishment in each of the two Contracting States, the property shall be liable to duty in each State to the extent that it is used for a permanent establishment situated in the territory of that State.

However, the provisions of this article shall not apply to investments made by the deceased in joint-stock companies (limited companies, limited share partnerships (*sociétés en commandite par actions*), private limited companies (*sociétés à responsabilité limitée*), co-operative societies, civil companies subject to the tax regulations governing joint-stock companies) or—in the form of *commandite* interests—in simple limited partnerships (*sociétés en commandite simple*).

Article 30. Tangible or intangible movable property connected with a fixed place of business and used in the practice of a profession in one of the Contracting States shall be liable to succession duty only in the Contracting State in which such place of business is situated.

Article 31. Tangible movable property other than the movables referred to in articles 29 and 30, including furniture, linen and household goods and art objects and collections, shall be liable to succession duty only in the Contracting State in which it is actually situated at the date of death.

However, ships and aircraft shall be liable to succession duty only in the Contracting State in which they were registered.

Article 32. Property of a deceased person's estate to which articles 28 to 31 do not apply shall be liable to succession duties only in the Contracting State in which the deceased was domiciled at the time of his death.

Article 33. 1. Debts pertaining to enterprises of the kinds referred to in articles 29 and 30 shall be charged against the property of those enterprises. If the enterprise has a permanent establishment or fixed place of business, as the case may be, in both Contracting States, the debts shall be charged against the property of the establishment or place of business to which they pertain.

2. Debts secured on immovable property or on rights in immovable property, or on ships or aircraft as referred to in article 31, or on property used in the practice of a profession as provided for in article 30, or on the property of an enterprise of the kind referred to in article 29, shall be charged against such property. If a debt is secured at the same time on property situated in both States, it shall be charged against the property situated in each of them in proportion to the taxable value thereof.

This provision shall apply to the debts referred to in paragraph 1 only to the extent to which they are not covered in the manner provided for in that paragraph.

3. Debts not provided for in paragraphs 1 and 2 shall be charged against property covered by the provisions of article 32.

4. If, after the procedure provided for in the three preceding paragraphs, there remains an outstanding balance in one of the Contracting States, such balance shall be deducted from the value of any other property liable to succession duty in the same State. If there is no other property subject to duty in that State or if after such deduction a balance still remains, such balance shall be charged against the property subject to duty in the other Contracting State.

Article 34. Notwithstanding the provisions of articles 28 to 33, each Contracting State shall retain the right to assess the duty on inherited property which it has the exclusive right to tax at the average rate applicable to the sum of the property which would be liable to duty under its internal legislation.

Chapter III. REGISTRATION TAXES OTHER THAN SUCCESSION DUTIES; STAMP TAXES

Article 35. I. Taxes pertaining to an instrument or judgement which has to be registered shall, subject to the provisions of paragraphs 2 and 3 below, be payable in the State in which the instrument is drawn up or the judgement is rendered.

Where an instrument or judgement drawn up or rendered in one of the Contracting States is presented for registration in the other Contracting State, the taxes applicable in the latter State shall be determined in accordance with the provisions of its internal legislation, provided that the taxes due in that State shall where appropriate be reduced by the amount of the registration taxes already levied in the first-mentioned State.

2. Subject to subparagraphs (a) and (b) below, company articles of association or amendments thereto shall be liable to the *ad valorem* capital contribution tax (*droit proportionnel d'apport*) only in the State in which the company has its registered offices. In cases of mergers or similar operations, the tax shall be levied in the State in which the new or absorbing company has its registered offices:

- (a) The contribution tax (*droit d'apport*) payable on an immovable or a business in respect of transfer of ownership or usufruct and also of the right to lease or to benefit by an option to lease all or part of an immovable may be levied only in the Contracting State in whose territory the immovable or business is situated.
- (b) When a company having its headquarters in one of the Contracting States and maintaining one or more permanent establishments in the territory of the other Contracting State augments its capital by incorporating reserves or is taxed on the basis of its reserves, the capital increase or the reserves shall be taxed in accordance with the conditions specified in articles 15 to 17.

3. Instruments or judgements transferring the ownership or usufruct of an immovable or a business or the use of an immovable, and instruments or judgements registering the sale of a right to lease or to benefit by an option to lease all or part of an immovable, may be charged with a transfer tax and tax on property advertisements only in the Contracting State in whose territory the immovable or business is situated.

Article 36. Instruments or bills (*effets*) drawn up in one Contracting State shall not be subject to stamp tax in the other Contracting State if they have actually been charged with such tax at the rate applicable in the first-mentioned State or if they are legally exempt from such tax in the first-mentioned State.

TITLE III. ADMINISTRATIVE ASSISTANCE

Article 37. I. The taxation authorities of each of the Contracting States shall communicate to the taxation authorities of the other Contracting State any fiscal information available to them and useful to the latter authorities to ensure the proper assessment and collection of the taxes to which this Agreement relates and the enforcement with respect to such taxes of the statutory provisions concerning the prevention of tax fraud.

2. Any information so exchanged shall be treated as secret and shall not be disclosed to any persons other than those concerned with the assessment and collection of the taxes to which this Agreement relates. No information shall be exchanged which would reveal a commercial, industrial or professional secret. Assistance may be withheld where the requested State considers that it would be likely to endanger its sovereignty or security or to prejudice its general interests.

3. Information shall be exchanged as a matter of routine or on request in connexion with particular cases. The competent authorities of the two Contracting States shall agree on the list of classes of information to be communicated as a matter of routine.

Article 38. I. The Contracting States agree to lend each other reciprocal assistance and support with a view to the collection, in accordance with the provisions of their respective laws or regulations, of the taxes to which this Agreement relates and of any surcharge increases, overdue payment penalties, interest and costs pertaining to the said taxes, where such sums are finally due under the laws or regulations of the requesting State.

2. Requests for assistance shall be accompanied by such documents as are required under the laws or regulations of the requesting State as evidence that the sums to be collected are finally due.

3. On receipt of the said documents, writs shall be served and measures of recovery and collection taken in the requested State in accordance with the laws or regulations governing the recovery and collection of its own taxes.

4. Tax debts to be recovered shall enjoy the same safeguards and privileges as similar tax debts in the requested State.

Article 39. In the case of tax debts still subject to appeal, the taxation authorities of the creditor State may, in order to safeguard the latter's rights, request the competent taxation authorities of the other Contracting State to take such interim measures as its laws or regulations permit.

Article 40. The measures of assistance specified in articles 38 and 39 shall also apply to the recovery of any taxes and duties other than those to which this Agreement relates, and, in general, to all debt-claims of whatsoever nature of the Contracting States.

TITLE IV. MISCELLANEOUS PROVISIONS

Article 41. I. Where a taxpayer shows proof that as a result of measures taken by the taxation authorities of the Contracting States he has suffered double taxation in respect of the taxes to which this Agreement relates, he may make application to the competent authorities of the State in the territory of which he has his fiscal domicile or to those of the other State. If the application is upheld, the competent authorities of the two States shall reach agreement with view a to the equitable avoidance of double taxation.

2. The competent authorities of the Contracting States may also reach agreement with a view to the prevention of double taxation in cases not provided for in this Agreement, and in cases where the application of this Agreement gives rise to difficulties.

3. If it appears that agreement would be facilitated by negotiations, the matter shall be referred to a Mixed Commission composed of an equal number of representatives of each Contracting State, appointed by their respective Ministers of Finance. The Commission shall be presided over alternately by a member of each delegation.

Article 42. The competent authorities of the two Contracting States shall consult together to determine, by agreement and so far as may be necessary, the procedure for the application of this Agreement.

Article 43. 1. This Agreement shall be approved in accordance with the constitutional provisions in force in each of the two countries.

It shall enter into force on the first day of the month following the exchange of the notification stating that both Parties have complied with these provisions, it being understood that it shall apply for the first time:

- in respect of taxes on income, to the taxation of income relating to the calendar year 1971 or to fiscal years ended in the course of that year. However, in the case of income the taxation of which is governed by articles 13 to 18, the Agreement shall apply to income paid after the entry into force of the Agreement;
- in respect of succession duties, to the estates of persons deceased on or after the day of entry into force of the Agreement;
- in respect of other registration taxes and of stamp taxes, to instruments and judgements drawn up after the entry into force of the Agreement.

Article 44. This Agreement shall remain in force indefinitely.

However, on or after 1 January 1976 either Government may, subject to six months notice through the diplomatic channel, denounce the Agreement as from the first day of January of any calendar year. In that event the Agreement shall cease to have effect as from the first day of January of the year following the year in which notice was given, it being understood that its effects shall be limited:

- in respect of taxes on income, to income acquired or paid during the year in which notice of termination was given;
- in respect of succession duties, to the estates of persons deceased not later than the thirty-first day of December of that year;
- in respect of other registration taxes and of stamp taxes, to instruments and judgements dated not later than the thirty-first day of December of that year.

IN WITNESS WHEREOF the signatories, being duly authorized thereto, have signed this Agreement, drawn up in two original copies.

DONE at Lomé, on 24 November 1971.

For the Government of the French Republic:

[Signed]

J.-P. CAMPREDON

For the Government of the Togolese Republic:

[Signed]

J. HUNLEDE

PROTOCOL

On signing the Tax Agreement between the French Government and the Togolese Government, the undersigned plenipotentiaries have agreed upon the following declaration which shall form an integral part of the Agreement:

I. The expression "gross amount" in article 26 of the Agreement means the amount of income taxable before deduction of the tax levied on it in the State of origin.

II. In the application of article 40 of the Agreement, the provisions of the Convention of 10 July 1963¹ concerning relations between the French Treasury and the Togolese Treasury which relate to the recovery of debt-claims of the Contracting States shall be deemed to be an agreement within the meaning of article 42.

For the Government of the French Republic:

[Signed]

J.-P. CAMPREDON

For the Government of the Togolese Republic:

[Signed]

J. HUNLEDE

EXCHANGE OF LETTERS

I

EMBASSY OF FRANCE AT LOMÉ

25 November 1971

Sir,

As you are aware, articles 38 to 40 of the Tax Agreement between the Government of the French Republic and the Government of the Togolese Republic, signed at Lomé on 24 November 1971, provide for measures of reciprocal assistance with a view to the collection of the taxes to which the Agreement relates, of all other taxes and duties and, in general, of all debt-claims of whatsoever nature of the Contracting States.

In order that the application of the above provision may not give rise, in certain cases, to difficulties or procedure and in order to preserve the atmosphere of confidence which exists between the Government of our two countries, I have the honour to propose that, where, in application of the provisions of the above-mentioned articles 38 to 40, proceedings are instituted against a taxpayer in one of our two States for the recovery of taxes or debts owed in the other State, the taxpayer shall be entitled to request the competent authorities of the first-mentioned State to stay such proceedings if he is able to establish title to property situated in the State in which the tax in question was assessed or to establish a claim on a public or quasi-public authority of the said State.

¹ United Nations, *Treaty Series*, vol. 722, p. 147.

If the request, which must be supported by the necessary documents, appears to be justified, the application of the provisions of article 38 shall be stayed. The competent authorities of the requesting State shall be informed of that decision and the request shall be submitted within three months to the mixed commission referred to in article 41 for examination. That commission shall decide whether, and to what extent, the measures of enforced recovery shall proceed.

In more general terms, disputes relating to collection shall be deemed to be difficulties of application within the meaning of article 41 of the Agreement.

I should be grateful, if you would inform me whether this proposal is acceptable to your Government.

Accept, Sir, etc.

JEAN-PIERRE CAMPREDON
Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary

His Excellency the Minister for Foreign Affairs of the Togolese Republic
Lomé

II

MINISTRY OF FOREIGN AFFAIRS

Lomé, 26 November 1971

Sir,

I have the honour to acknowledge receipt of your letter of 25 November 1971, reading as follows:

[*See letter I*]

I have pleasure in confirming my Government's agreement to the entire contents of the above letter.

Accept, Sir, etc.

[*Signed*]
J. HUNLEDE

His Excellency Mr. Jean-Pierre Campredon
Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary of France to Togo
Lomé
